



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Inégalités sociales

Question au Gouvernement n° 517

Texte de la question

INÉGALITÉS SOCIALES

Mme la présidente . La parole est à Mme Edwige Diaz.

Mme Edwige Diaz . Cent jours pour rien. Cent jours que vous êtes en place, monsieur le premier ministre, et qu'il ne se passe rien. Cent jours que vous commentez, promettez, écrivez : vous avez adressé à Marine Le Pen une lettre pour énoncer des objectifs qui s'apparentent plutôt à de vagues incantations. Vous annoncez une énième conférence nationale qui nous rappelle amèrement l'inutilité du grand débat. Vous évoquez un débat large et ouvert sur le thème « Qu'est-ce qu'être Français ? ». En bref, vous rendez visible le néant de votre politique gouvernementale.

Dans votre lettre, vous vous félicitez de la stabilité du pays. En réalité, ce n'est rien d'autre que de l'immobilisme, de l'inertie ou une forme d'incompétence, voire peut-être même une lâcheté, à la source des maux que les Français subissent au quotidien : explosion du coût de la vie, déperdition du pouvoir d'achat, accumulation des inégalités sociales, capitulation de votre conclave sur les retraites, disparition des services publics, dégradation de la compétitivité des entreprises, soumission à l'Union européenne, évaporation de votre promesse sur la proportionnelle, submersion migratoire, expansion de l'insécurité, propagation de l'islamisme et ses corollaires, prolifération de l'antisémitisme et régression des droits des femmes.

Monsieur le premier ministre, nous ne trahisons pas les 11 millions de Français électeurs du Rassemblement national. Dès lors, « en responsabilité » – pour reprendre une expression que vous utilisez – ne devrions-nous pas vous censurer ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement

M. Patrick Mignola, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement* . Il est paradoxal d'être en désaccord avec à peu près tout ce que fait le gouvernement tout en lui reprochant de ne rien faire !

Après avoir fait voter le budget et remis en mouvement l'action publique dans ce pays (*M. Sébastien Chenu s'esclaffe*), le gouvernement a permis au Parlement d'examiner cent textes en cent jours : nous sommes loin de l'immobilisme !

M. Alexandre Sabatou . Quels textes ?

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Grâce à leur examen, vous avez eu l'occasion de travailler sur les questions agricoles : nous avons tenu les promesses prises devant le monde agricole pour résoudre la crise qu'il a traversée l'an dernier. Nous avons aussi proposé des textes intéressant les collectivités locales afin qu'en

matière financière, urbanistique et électorale, les femmes et les hommes qui se préparent à être candidats l'an prochain aux municipales connaissent les règles qui seront applicables. Le Parlement a examiné également des textes portant sur des thèmes régaliens : la justice des mineurs et la lutte contre le narcotrafic – l'examen de la proposition de loi sur ce thème est presque achevé. Viendront ensuite un grand texte sur la simplification, les deux textes sur la fin de vie et enfin un texte sur l'emploi des seniors qui tiendra compte des conclusions du conclave des partenaires sociaux.

M. Kévin Pfeffer . Et la loi sur le scrutin proportionnel ?

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Nous connaissons les règles constitutionnelles, ce ne sont pas les menaces qui nous font avancer : nous sommes mus par la volonté de relever le pays et de protéger les Français, conformément aux engagements pris devant eux. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.*)

M. Kévin Pfeffer . Tout cela manque de conviction !

Mme la présidente . La parole est à Mme Edwige Diaz.

Mme Edwige Diaz . Ce fut une réponse laborieuse et un peu à côté de la question. L'agenda que vous présentez relève de la supercherie : vous nous dites que le gouvernement restituera les conclusions du conclave mi-avril : or les travaux parlementaires seront alors suspendus,...

M. Erwan Balanant . Et le chronomètre ?

Mme Edwige Diazen mai, il y a les ponts ; en juin, l'ordre du jour est déjà saturé...

M. Philippe Vigier . Elle a dépassé le temps imparti !

Mme Edwige Diazet on entend même dire que, par crainte d'une censure, vous refuseriez d'ouvrir une session extraordinaire pendant l'été. Tout cela ne sent pas très bon. En ce qui concerne la censure, nous vous aurons prévenus ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . Je n'avais pas de chronomètre pour mesurer la durée de la question et de la réponse et vous prie de m'en excuser.

Données clés

Auteur : [Mme Edwige Diaz](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 517

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2025